

Prométhée

Journal communiste militant pour la Construction du Parti pour le Socialisme

Numéro 76
juillet 2009

Sommaire : Les politiques anti-crise soumises aux marchés financiers
La CGT doit défendre tous les travailleurs
A nos Lectrices & Lecteurs

Les politiques anti-crise soumises aux marchés financiers

Le 15 juin 2009, s'exprimant à la tribune de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), Nicolas Sarkozy a dénoncé « *la marchandisation du monde* » et fustigé « *un capitalisme financier devenu fou à force de n'être soumis à aucune règle et dont on commence à mesurer à quel point il peut être destructeur.* »

Depuis le déclenchement de la crise, les discours enflammés contre le capitalisme financier sont légion. De Sarkozy à Obama, du directeur général « socialiste » du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss Kahn, au gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, le refrain est toujours le même : il est indispensable de purifier et de moraliser le capitalisme, en le débarrassant de sa maladie financière. Un refrain repris également par un grand nombre d'économistes parmi lesquels, Michel Aglietta, selon lequel « *il faut protéger la finance de ses propres errements* » (1) et Paul Krugman, pour qui « *un monstre s'était emparé de notre économie. Maintenant il faut entièrement la définanciariser.* » (*Le Monde* du 10 mai).

A les lire et à les entendre, l'heure serait au combat sans merci contre la domination intolérable des marchés financiers qu'il faudrait domestiquer afin de les mettre au service de l'économie réelle, c'est-à-dire de la production et de l'emploi. Le pari serait donc le suivant : le rétablissement des banques et les plans de relance vont rétablir la confiance, le crédit bancaire repartira de plus belle entraînant derrière lui les échanges, la production et la consommation. Plus fondamentalement, selon Nicolas Sarkozy lui-même, « *il faut faire de l'économie française à nouveau une économie de production.* ».

Tels sont donc les écrits et les discours (2)

Mais il y a la réalité des politiques menées par tous les gouvernements avec l'appui des institutions internationales, du FMI de Dominique Strauss Kahn à la Banque Centrale Européenne (BCE) de Jean Claude Trichet sans oublier l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) du « socialiste » Pascal Lamy. Des politiques qui viennent de fournir leurs premiers résultats : d'après *Le Monde* du 16 juillet, la banque d'affaires américaine Goldman Sachs vient d'annoncer des bénéfices records, qui n'ont pas été réalisés dans l'économie réelle mais sur les marchés financiers par des opérations spéculatives, à l'origine, on s'en souvient, de la crise financière. Questions : comment en est - on arrivé là ?

Comment des politiques, officiellement destinées à la régulation des marchés financiers, aboutissent à revitaliser ces mêmes marchés financiers au détriment de la production et de l'emploi ?

Sauver les banques ou sauver les banquiers ?

Au lendemain de la crise, tous les gouvernements ont tenu le même discours : la priorité des priorités est de sauver les banques, pour leur donner les moyens de financer à nouveau l'économie et de sauver l'épargne de la population. Ne pas sauver les banques, nous a-t-on alors expliqué, c'est mettre en danger l'épargne des petites gens, accroître leur défiance à l'égard de l'économie et les conduire à restreindre leur consommation ; c'est aussi asphyxier les entreprises par manque de crédit et au total entraîner le pays dans une catastrophe sans nom et dont les conséquences retomberaient sur les travailleurs et en particulier sur les plus pauvres d'entre eux. C'est pourquoi, afin de protéger les plus pauvres, il était alors indispensable de protéger les banques. L'argumentation pouvait sembler solide, et les mesures pratiques ont suivi avec une rapidité à laquelle, reconnaissons-le, nous n'étions pas habitués en matière de lutte contre la pauvreté et de protection des petits épargnants.

En effet, aussitôt dit, aussitôt fait, des milliers de milliards de dollars furent mobilisés, afin de faciliter le refinancement des banques : prêts de toutes sortes, garanties de prêts, prise de participation dans le capital des banques, les gouvernements ont alors fait preuve d'une imagination débordante pour trouver les milliards de dollars et d'euros qu'ils peinaient à trouver quelques mois plus tôt pour lutter efficacement contre le chômage et la pauvreté. On s'en souvient encore, Sarkozy se lamentait devant des caisses publiques vides et François Fillon se déclarait à la tête d'un État en faillite. Mais, miracle de l'économie de marché, lorsqu'il s'agit de sauver les banques, les milliards tombent comme à gravelotte. Des banques confrontées à un double problème : un manque de liquidité et des comptes plombés par ce qu'on a appelé des produits toxiques. Dans cette situation, les États vont les alimenter en liquidités et tenter de les débarrasser de leurs produits toxiques.

Traditionnellement, les banques ont pour but de financer l'économie en accordant des crédits aux entreprises et aux ménages, mais elles ont, elles aussi, besoin d'argent, ce qu'on

appelle le besoin de refinancement des banques. Habituellement ce refinancement a lieu sur un marché, appelé marché interbancaire où les banques se prêtent de l'argent les unes aux autres en fonction des situations de chacune d'entre elles. Sur ce marché intervient également la Banque Centrale, qui fournit les liquidités nécessaires, en prêtant de l'argent aux banques en cas de tensions sur le marché interbancaire, tensions qui surgissent lorsque la somme d'argent que les banques prêteuses sont disposées à prêter est inférieure à la somme d'argent que recherchent les banques en besoin de financement. La crise financière et économique actuelle a éclaté au grand jour à l'occasion de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, qui a provoqué une paralysie des marchés interbancaires, chaque banque refusant de prêter aux autres, de crainte de ne pas être remboursée. La crise financière a donc commencé par une crise de liquidité bancaire. Dans ces conditions, les Banques Centrales, comme la FED, banque centrale américaine, et la BCE ont largement ouvert les robinets du crédit pour garantir la liquidité des banques. Elles ont notamment allongé la durée des prêts accordés aux banques et surtout elles ont élargi la gamme des garanties qu'elles demandent, c'est-à-dire des titres qu'elles demandent aux banques pour garantir les prêts. En d'autres termes, avant la crise, lorsque les banques empruntaient aux Banques centrales, elles apportaient en garantie des titres solides qui avaient une valeur certaine. Exemple à but uniquement pédagogique : une banque a prêté de l'argent à Monsieur Martin pour acheter un appartement. La banque détient une reconnaissance de dette signée Martin et ce papier est un titre financier. Si la banque elle-même a besoin d'argent et emprunte à sa Banque centrale, elle peut donner en garantie la reconnaissance de dette de Martin. Ce titre est une garantie si, et seulement si Martin peut rembourser sa dette. Dans ces conditions on peut dire que le titre offert en garantie est solide. Mais, maintenant, supposons, que Martin ne puisse plus rembourser sa dette : sa reconnaissance de dette ne vaut plus rien et ne peut plus être considérée comme une garantie offerte par la banque à la Banque Centrale. Dans ces conditions, ne pouvant plus apporter de garanties solides, la banque ne devrait plus pouvoir emprunter à la Banque Centrale et son activité serait paralysée. C'est pourquoi, la Banque Centrale va être de moins en moins regardante sur la solidité des titres financiers offerts en garantie par les Banques, et accepter de plus en plus de titres pourris, n'ayant pas grande valeur, sinon aucune. (3)

On dit alors que les banques centrales monétisent des dettes douteuses en achetant des titres financiers pourris et selon *Le Monde* du 3 juin, le bilan de la Banque Centrale des USA est passé de 850 à 4 500 milliards de dollars dont les deux tiers sont constitués d'actifs pourris ou toxiques, ce qui conduit *Les Échos* du 25 mai à écrire que « le bilan de la Banque Centrale US ressemble à celui d'un hedge fund », c'est-à-dire au bilan d'un fonds spéculatif. Quant à la BCE, « elle abreuve le système bancaire de liquidités. » (*Le Monde* du 7 mars). Autrement dit, pour lutter contre la crise financière issue de la spéculation du secteur privé, les gouvernements ont transformé les Banques centrales publiques en foyer spéculatif et les États s'endettent pour venir au secours des banques privées, devenant ainsi dépendants des marchés financiers et objets consentants de tous leurs chantages.

Mais que font les banques de ce que *Les Échos* du 20 janvier appellent « les montants astronomiques versés par les États » ? Selon *Le Monde* du 3 juin, on assiste au phénomène suivant :

les Banques Centrales accordent des crédits quasi-gratuits aux banques, celles-ci prêtent de l'argent aux États et perçoivent un taux d'intérêt élevé. Mais ce n'est pas tout : quelques jours plus tard, *Le Monde* du 10 juin nous apprend que « les bons résultats des banques au 1^{er} trimestre étaient constitués, pour une grande part d'activités de marchés spéculatives, celles là mêmes qui ont été décriées pendant la crise financière. Certaines d'entre elles restreignent leurs crédits à l'économie ». (4) En effet, d'après *Les Échos* du 24 avril « le constat est sans appel. Si les banques ont bien touché les aides, elles peinent à tenir les engagements qui étaient leur corollaire : aujourd'hui, la croissance du crédit reste désespérément plate, quand elle n'est pas négative. » En fait ce sont les actionnaires des banques qui refusent que celles-ci prêtent aux entreprises qui, en période de crise, ne présentent pas de bonnes garanties de remboursement. Les banques ne prêtent pas aux entreprises, celles-ci sont alors contraintes d'emprunter sur les marchés financiers. Passage en revue :

• *Le Monde* du 5 avril : « sur le marché des obligations privées les records s'enchaînent depuis le début 2009, Suez, 1,8 milliard, Auchan, 1 milliard. Les entreprises non financières ont pris acte de la nouvelle donne et payent ce que demandent les investisseurs. »

• *Les Échos* du 10 mars : « la crise fragilise la structure financière des entreprises qui sont obligées d'aller chercher de l'argent. Elle fait le bonheur des banques d'investissement : pour ces dernières c'est le jackpot. »

• *Le Monde* du 10 mai : « Sur les marchés des capitaux c'est toujours plus fort : les entreprises empruntent, les marchés absorbent. L'appétit des investisseurs reste sans limites. »

• *Le Monde* du 27 mai : « les groupes très endettés lèvent des capitaux dans l'urgence. Sur les places européennes, plus de 70 milliards d'euros ont été levés depuis début 2009 sous forme d'augmentation de capital. »

Dans tous les pays, les États ont donc renfloué les banques et, pour ce faire, ont mis en œuvre ce que la Banque de France appelle « une force de frappe considérable ». (5) Mais le travail des États n'est pas terminé : il faut également débarrasser les banques de leur produits toxiques.

Produits toxiques : Lutter contre la spéculation avec des moyens spéculatifs

Produits toxiques ? Pour faire simple, si l'on détient une reconnaissance de dette d'une personne qui, dans l'immédiat, ne peut pas rembourser, cette reconnaissance de dette ne vaut rien. Elle devient ce qu'on appelle un produit toxique qui dégrade les comptes de son détenteur, en l'occurrence les comptes des banques américaines qui ont prêté à des ménages devenus insolubles. Sauver les banques américaines nécessite donc de les débarrasser de ces produits toxiques. Comment ? Si l'on reste dans le cadre de l'économie de marché, il n'y a qu'une solution : les vendre à des acheteurs potentiels. Mais comment trouver des acheteurs charitables pour des titres, qui pour l'instant, ne valent plus rien. Ce qu'il faut, c'est alors tenter de mettre en place un mécanisme, permettant de les vendre à quelqu'un qui espère ensuite faire une bonne affaire, lorsque les affaires iront mieux, c'est-à-dire lorsque la dette pourra être remboursée. Autrement dit, aux USA, ces produits toxiques reprendront de la valeur lorsque l'immobilier repartira.

En d'autres termes, il faut donner un prix à des titres financiers qui n'en n'ont plus, ce qui signifie créer de toutes

pièces un marché pour ces produits financiers afin qu'ils puissent de nouveau être échangés. Le marché ayant disparu, c'est l'État américain qui va tenter de le ressusciter avec l'argent des contribuables, c'est -à- dire avec l'argent des ménages. Comment ?

Le principe est le suivant : les banques américaines doivent pouvoir vendre ces actifs toxiques à d'autres capitalistes financiers. Mais, comme on l'a vu, ces actifs ne valent rien. Conséquence : personne n'en veut. Il faut donc créer un mécanisme incitatif. L'État américain va donc prêter de l'argent aux acheteurs potentiels à un coût dérisoire. Dès lors, les fonds spéculatifs acceptent d'acheter et les banques peuvent vendre leurs produits toxiques à un prix supérieur à leur valeur. Tel est le principe du plan Geithner, secrétaire d'État américain au Trésor, équivalent d'un ministre de l'économie en Europe. Plus précisément, pour un achat de 100 dollars, l'État mettra 7 dollars, les spéculateurs privés en mettront également 7 et le reste de l'achat par les spéculateurs privés sera financé par un prêt de l'État à ces mêmes spéculateurs, prêt bénéficiant de la garantie de l'État. Le secteur privé pourra emprunter pour acheter des produits toxiques avec la garantie de l'État et donc échapper à la dette si l'opération est perdante. En effet, si les titres achetés se remettent à augmenter ils gagnent et si la valeur de ces titres diminue, ils échappent à la dette grâce à la garantie de l'État. En d'autres termes, pour les fonds spéculatifs, il s'agit d'un jeu gagnant-gagnant grâce à l'argent de l'État, une nouvelle fois sauveur des marchés financiers.

Les marchés ont bondi d'allégresse

Pour l'État américain, il s'agit donc de tenter de résoudre un problème issu de la spéculation en faisant appel à des forces de spéculation, ce que reconnaît le journal *Les Échos* en écrivant : « *les fonds spéculatifs américains au secours du système financier américain. Washington compte sur ces fonds décriés pour racheter les produits toxiques des banques.* ». Selon Geithner, sans ces fonds, son plan ne peut pas marcher. En effet, pour acheter ces produits, il faut prendre des risques, et seuls ces fonds peuvent le faire, avec l'aide très généreuse de l'État, c'est-à-dire des contribuables. Situés, pour la plupart, dans des paradis fiscaux, ces fonds sont appelés à devenir les robots nettoyeurs de la finance mondiale. Avant la crise, certains d'entre eux avaient gagné de l'argent en pariant sur la baisse des titres représentatifs de crédits immobiliers, et aujourd'hui, avec l'aide de l'État, ils rachètent ces titres en espérant leur hausse future.

Interrogé à ce sujet par le journal *Les Échos* du 25 mars, un gérant de fonds spéculatif exprime sa satisfaction en ces termes : « *le plus appréciable dans ce programme est que vous pouvez tirer parti du financement du gouvernement et de la garantie de la Fédéral Deposit Insurance Corporation.* ». Selon ses estimations, en cas de reprise des affaires, le taux de rendement pour les spéculateurs pourrait s'élever à 25%. Au passage, ajoutons que, selon *Le Monde* du 24 mars, « *les fonds de pension qui financent les retraites des salariés américains sont incités à participer à ce processus.* »

En somme, le plan Geithner consiste à faire payer aux contribuables, par des garanties publiques ou des prêts subventionnés accordés aux financiers privés, une partie significative du rachat des produits toxiques. Plus précisément, les contribuables prêtent à des investisseurs privés pour que ces derniers fassent des profits, ce que le journal *Les Échos* du 24 mars reconnaît bien volontiers en écrivant : « *le plan Geithner fait la part belle aux investisseurs privés, qui sont*

invités à prendre un minimum de risques pour une espérance de gain maximale. En clair, le plan socialise l'essentiel des pertes potentielles et privatise la moitié des profits éventuels. » Dans ces conditions on comprend la réaction des marchés financiers. D'après *Le Monde* du 25 mars, « *Wall Street applaudit le plan Geithner* », tandis que selon *Les Échos* du 24 mars « *le plan Geithner a emporté l'adhésion enthousiaste des grandes places boursières mondiales* ». Pourquoi ? Réponse du même journal : « *vu l'ampleur de la subvention, il est normal que les marchés aient bondi d'allégresse.* »

Cependant, début juin, on apprenait que les banques détentrices de produits toxiques refusaient de les vendre et en exigeaient un meilleur prix. La crise bancaire étant loin d'être terminée, (6) aussi bien aux USA qu'en Europe, la prise en otage de l'argent de l'État par les banquiers n'est pas près de cesser.

Pour l'instant, une première conclusion s'impose : le sauvetage des banques ayant été réalisé dans le cadre de l'économie de marché, s'est, pour ainsi dire, naturellement transformé en sauvetage des actionnaires des banques, qui sont les grands acteurs des marchés financiers et les grands responsables de la crise financière.

Mais l'intérêt des marchés financiers pour les banques et la finance les conduit également à s'intéresser de très près à chaque économie nationale avec l'aide du FMI et de l'Union Européenne.

L'Union européenne au service des marchés financiers

Irlande

Soulager les banques

Longtemps présentée comme un modèle économique en raison de sa forte croissance fondée sur la flexibilité de son marché du travail et sur son attractivité pour les investissements extérieurs, l'Irlande, surnommée le tigre celtique, est depuis près d'un an plongée dans une grave crise économique : système bancaire en faillite, chute de la production, montée du chômage et déficits publics. Depuis le début de la crise, dans ce genre de situation, les partisans de l'économie de marché affirment qu'il est indispensable de pratiquer une politique de relance de la croissance pour lutter contre le chômage. Mais ce type de politique comporte une limite : en toutes circonstances le pays doit rester attractif pour les investisseurs financiers, c'est-à-dire démontrer sa capacité à payer sa dette envers les capitalistes financiers qui financent ses déficits publics. Or, cette capacité a été remise en cause par l'agence de notation Fitch, qui début avril, a dégradé la note de la dette de l'Irlande. Conséquence immédiate, J. Almunia, Commissaire européen aux affaires économiques, a exigé du gouvernement irlandais une politique dite de consolidation budgétaire pour restaurer la confiance des investisseurs dans la capacité de l'Irlande à payer sa dette. Comme l'écrit le journal *Les Échos* du 7 avril, « *sanctionné par les marchés et les agences de notation, le pays doit impérativement rassurer et préserver sa crédibilité financière. Tant pis pour la croissance* ». En effet, pour rassurer les financiers, le gouvernement irlandais décide alors la mise en œuvre d'un plan d'austérité qui comporte les mesures suivantes : doublement de l'impôt sur le revenu, hausse de l'impôt sur le SMIC et diminution des salaires des fonctionnaires. Dans le même temps, le gouvernement met en place une Agence dotée de 90 milliards d'euros pour isoler les produits toxiques afin, comme l'écrit joliment le quotidien *Les Échos* du 9 avril, « *de soulager les banques* ». Plus généralement, déclare le ministre irlandais des Finances, « *il nous faut d'abord stabiliser les finances*

publiques. Tant que nous ne prouvons pas que nous pouvons nous remettre à flot, ceux qui ont investi chez nous et ceux qui pourraient investir à l'avenir ne nous feront pas confiance. Que les entreprises se rassurent, il n'est pas question que leurs impôts soient alourdis ».

Ainsi donc, il y a, d'un côté, les discours sur la nécessaire relance de l'économie en cas de crise et, de l'autre, il y a la réalité : les capitalistes financiers ne s'intéressent nullement à la croissance économique en tant que telle. Lorsque leurs intérêts sont en jeu, ils préfèrent l'austérité, et cela, en pleine période de crise, alors que tous nous racontent que, précisément, en cas de crise, il faut une politique de relance et non pas d'austérité. Comme l'avoue Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, « il faudrait faire autant de relance que possible dans la limite où cela ne remet pas en cause l'équilibre budgétaire à moyen terme, et donc n'inquiète pas les marchés financiers. » (Les Échos du 25 mars).

Que les gouvernements et l'Union européenne n'y prennent garde, des esprits malintentionnés pourraient finir par croire que les discours sur la relance de l'économie ne servent qu'à justifier le versement de milliards aux banquiers et aux entreprises.

Lettonie

Retour à la terre pour les chômeurs et les enseignants

Longtemps présentée comme un modèle de transition à l'économie de marché, la Lettonie est, elle aussi, plongée dans une grave crise économique, en raison notamment, du départ des capitaux placés par les banques suédoises dans ce pays. Déficits publics, perte de valeur de la monnaie, les financiers internationaux perdent confiance en sa capacité à rembourser sa dette. C'est pourquoi, fin mars, le FMI et l'Union européenne (UE) lui accordent un prêt de 7,5 milliards d'euros pour l'aider à regagner la confiance des marchés financiers. Conditions de ce prêt : diminution des salaires du secteur public de 15%, limitation du déficit public à 5% du PIB et donc, selon *Le Monde* du 2 mars, le nouveau gouvernement doit « jouer de la hache » pour diminuer son déficit budgétaire ce qui signifie des écoles fermées et des milliers d'enseignants licenciés. Commentaire du ministre de l'Éducation nationale : « on espère que les enseignants les plus âgés vont prendre leur retraite. Celle-ci n'est pas élevée, mais dans les campagnes, ils ont leur potager, ils pourront s'en tirer. » Cette politique du retour à la terre semble d'ailleurs se généraliser dans le pays : en effet, alors que début juin, la Commission européenne appelle la Lettonie à prendre de nouvelles mesures pour réduire son déficit en soulignant que le déblocage d'une seconde tranche de prêts à ce pays en dépendrait, *Le Monde* du 23 juin, nous informe que « ces dernières semaines certaines communes ont commencé à prendre des mesures d'un autre âge : distribuer des lopins de terre aux chômeurs afin qu'ils cultivent des légumes et fassent des conserves avant l'hiver. » Quelques jours plus tôt, *Le Monde* du 18 juin annonçait que le FMI et l'UE saluaient la baisse des pensions et des salaires de la fonction publique. Comme on peut le constater une nouvelle fois, l'UE a une conception très particulière de la protection des populations face à la crise financière, et les arguments utilisés pour justifier sa politique sont à géométrie variable. En France, au nom des impératifs de l'économie de marché et de la rentabilité, elle explique que le travail de la terre est dépassé et conduit les agriculteurs à la faillite, alors qu'en Lettonie, au nom des mêmes impératifs, elle prône le retour à la terre. Mais, dans les deux cas, les impératifs du capitalisme financier conduisent au même résultat : la dégradation des conditions de

vie des populations. Des impératifs qui se déclinent aussi en hongrois.

Hongrie

L'Euro pour justifier les mesures impopulaires

Fin 2008, selon *Le Monde* du 19 novembre, la Hongrie a été victime d'une « attaque des marchés financiers » qui doutaient de sa capacité à payer sa dette. Cette attaque a pris la forme d'une attaque contre sa monnaie, les financiers se débarrassant de la devise hongroise, provoquant sa chute et faisant fuir les capitaux. Le FMI est alors venu à son secours et lui a accordé une aide conditionnelle de 20 milliards d'euros en contrepartie de mesures d'austérité. Comme l'écrit si bien le journal *Les Échos* du 3 février, dans une belle formule dénuée bien involontairement de toute ambiguïté, « rester crédible face aux marchés financiers est capital. » Comment ?

Selon le quotidien *Les Échos* du 8 avril, le futur premier ministre hongrois a « l'intelligence politique de fixer un cap. Il s'appelle l'euro et a le mérite de pouvoir justifier toutes les mesures impopulaires. ». Aucun doute n'est alors plus possible. Les plus chauds partisans de l'euro l'écrivent eux-mêmes : la monnaie unique n'est pas là pour faciliter le développement économique mais pour justifier les mesures impopulaires. Il s'agit là d'une confirmation : en effet, dès le début des années 1990, c'était déjà au nom de la création de l'euro que tous les gouvernements avaient justifié la mise en œuvre des critères de Maastricht, qui fixaient des bornes aux déficits publics pour mieux s'en prendre aux dépenses sociales, organiser la diminution du nombre de fonctionnaires par définition improductifs, et lancer des vagues de privatisation. A cette époque, le non respect de ces critères nous était présenté comme le prélude à la catastrophe économique. Les critères ont été respectés et... la catastrophe a eu lieu. Et aujourd'hui, les mêmes esprits éclairés proclament avec autant d'arrogance qu'hier, que la sortie de crise passe par le non respect temporaire de ces critères, critères rapidement jetés aux oubliettes pour venir au secours des banquiers. De nouveau, des esprits mal intentionnés pourraient finir par mettre en doute le sérieux des arguments avancés par les partisans de l'économie de marché pour justifier leurs politiques successives. D'autant plus que ces derniers mois, ces mêmes gouvernements, qui ne respectent plus ces critères, rappellent la nécessité... de les respecter chaque fois qu'ils ressentent le besoin de justifier une réduction du nombre de fonctionnaires et leurs contre-réformes de la Sécurité Sociale. En outre, régulièrement, la Commission européenne rappelle l'existence du Pacte de stabilité, pour rassurer les financiers internationaux sur la capacité des gouvernements européens à rembourser leur dette. (7)

Sauvetage des banques dans tous les pays en crise, crises nationales particulières, les marchés financiers imposent leur loi. Mais cette loi, ils l'imposent également à ce qu'on appelle l'économie réelle.

L'Économe réelle soumise aux marchés financiers

Les fonds de pensions, les banques d'investissement, les fonds spéculatifs et les firmes multinationales sont actionnaires d'entreprises, et à ce titre ont perdu beaucoup d'argent avec la crise financière. Dès lors, il leur est indispensable de compenser ces pertes en augmentant la rentabilité des entreprises dont ils détiennent une partie du capital ou auxquelles ils ont prêté de l'argent. Comment ? En utilisant tous les moyens mis à leur disposition par les gouvernements pour abaisser le coût du travail et accroître l'exploitation des travailleurs : licenciements massifs, flexibilité du travail,

remise en cause des conventions collectives et du code du travail, attaques de toutes sortes contre le SMIC, diminution des cotisations sociales et attaques contre les retraites, subventions aux entreprises et diminution de leur fiscalité, tout cela au nom de la nécessaire compétitivité des entreprises face à la mondialisation. Des moyens, largement utilisés depuis le début des années 1980 pour augmenter les profits, et qui ont créé les conditions de la crise : suraccumulation du capital et spéculation financière. Mais des moyens plus utiles que jamais pour un capital en crise et qui tente d'en sortir par les seules méthodes conformes à sa nature : l'accroissement des profits. C'est pourquoi, dans tous les pays en crise, le capital, à la recherche de profits supplémentaires, réduit les coûts de production et principalement la masse salariale, ce qui se traduit notamment par des plans de restructuration (8) et par des vagues de licenciements qui frappent tous les secteurs économiques, de l'industrie aux services. A ce sujet, que n'avait-on pas lu et entendu à propos de la société post-industrielle, dans laquelle les créations d'emplois dans les services allaient plus que compenser les inévitables destructions d'emplois dans l'industrie. Certes, disait-on aux ouvriers et à leurs enfants, la crise et la recherche de la compétitivité nous contraignent, avec regret évidemment, à licencier, mais n'ayez crainte, les forces créatrices de l'économie de marché sont à l'œuvre et l'avenir vous appartient dans le secteur des services. Un avenir pour le moins assombri, puisque le 8 décembre 2008, *Le Monde* nous informait qu'aux USA, « les deux tiers des destructions d'emplois concernent les services. ». De nouveau, des esprits mal intentionnés pourraient finir par croire, que dans le capitalisme, les forces de destruction finissent par l'emporter très largement sur les forces de création.

La société toboggan

Au passage, notons que ces licenciements apparaissent pour le moins surprenants. En effet, à entendre les défenseurs de l'économie de marché depuis le début des années 1980, la flexibilisation des marchés du travail, le développement des contrats à durée déterminée et la libéralisation des licenciements avaient pour objectif la lutte contre le chômage par la création d'emplois. La remise en cause de ce qu'ils appelaient et appellent toujours les rigidités, c'est-à-dire les protections des salariés, devait rendre le marché du travail plus fluide et faciliter le retour au plein emploi. Autrement dit, les entreprises embaucheraient plus aisément si elles avaient la garantie de pouvoir licencier librement en cas de besoin et les emplois précaires étaient présentés comme le chemin le plus sûr vers le CDI. Aujourd'hui encore, cette politique est défendue par les économistes de l'OCDE, selon lesquels, « la débâcle des marchés financiers ne remet pas en cause les effets bénéfiques des réformes que nous préconisons en matière de marché du travail » (*Les Échos* du 4 mars), et en Espagne, le gouverneur de la Banque Centrale est remonté au créneau pour suggérer de flexibiliser les conventions collectives et de remettre en cause le système de négociation salariale. (*Les Échos* du 8 avril). Or, en Espagne précisément, où le marché du travail a été flexibilisé, les CDD représentent aujourd'hui 30% de la population active, ce qui n'empêche nullement ce pays d'être devenu ce que *Les Échos* du 4 mars appellent « une machine à fabriquer des chômeurs qui tourne à plein régime. » Autre exemple, le Japon : pays longtemps présenté comme celui de la stabilité de l'emploi, ces mêmes réformes ont conduit 35% des salariés en CDD ou en intérim qui sont aujourd'hui les premiers licenciés et d'après *Le*

Monde du 7 avril, « le Japon découvre le phénomène de la pauvreté en raison de la descente aux enfers des travailleurs précaires qui privés d'emploi perdent également leur logement ». Dans ce pays, ce phénomène a donné naissance à l'expression « société toboggan ». (9) On est donc loin des discours sur l'accès aux nouvelles technologies et la souplesse du marché du travail, censés faciliter la mobilité ascendante des pauvres, à condition bien évidemment, que ces mêmes pauvres saisissent la chance inestimable qui leur était généreusement offerte de s'en sortir grâce à des politiques leur permettant enfin de fournir des efforts rémunérateurs, car libérés des carcans imposés par des politiques sociales d'un autre âge. Ce discours, faut-il le remarquer, n'a pas été l'apanage des seuls partis de droite. Il a également été repris avec force par les « socialistes » anglais de Tony Blair, présentés à Paris, comme des modèles de modernisation et de rénovation programmatique, et dont la politique a donné les résultats suivants : depuis 2005, en termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation, les pauvres se paupérisent tandis que les riches s'enrichissent (*Le Monde* du 10 mai 2008). Des « socialistes » anglais qui dirigent un pays dans lequel de nombreuses entreprises proposent des réductions de salaires. Ainsi, selon *Le Monde* du 17 juillet, « les 3 200 pilotes de British Airways ont accepté un recul de 2,6% de leur rémunération actuelle, couplé à une hausse de leur temps de travail. La compagnie aérienne a également proposé à ses salariés de réduire leur salaire, de prendre des congés sans solde ou de travailler pour rien. Quelques 7 000 d'entre eux ont accepté l'offre de la direction et 800 vont travailler bénévolement pendant un mois. Ces pratiques prennent aujourd'hui une ampleur inédite, se propagent à l'ensemble de l'économie et n'épargnent pas les services. ».

Travailler gratuitement

Travailler plus pour gagner moins, ou plus directement encore, travailler gratuitement, le capitalisme en vient à exprimer ouvertement sa nature profonde, celle d'un système basé sur la plus grande exploitation possible de la force de travail. Qui sait, un jour, faudra-t-il payer pour avoir un emploi ?

Travailler plus, mais pas seulement durant la semaine, le mois ou l'année mais également à l'échelle de la vie. Au nom, encore une fois de la compétitivité des entreprises qui passe notamment par la réduction des cotisations sociales, les gouvernements imposent des réformes des retraites qui signifient recul de l'âge de départ et réduction des pensions. Comme le dit, avec finesse, un responsable de l'Agence Économique et Financière cité dans le journal *Le Monde* du 10 avril « si nous devons vivre jusqu'à 85 ans, est-il souhaitable que nous nous arrêtons à 65 ans pour passer 20 ans affalés devant la télévision ». Il nous avait échappé que quelques exercices physiques, à l'usine ou au bureau, bons pour la santé, éviteront aux personnes âgées de perdre bêtement leur journée devant la télévision, et leur permettront de passer une bonne nuit, pour le lendemain matin, se lever, bon pied bon œil, et prouver une nouvelle fois leur tonicité productive.

Cette politique donne de premiers résultats aux USA, où « les retraités sont aussi sur le marché de l'emploi. La seule catégorie de la population américaine qui travaille davantage est celle des plus de 55 ans, forcés qu'ils sont de travailler depuis que leurs économies ont été sensiblement écornées par la chute brutale de l'épargne retraite. » (*Le Monde* du 7 avril). Cette politique est également justifiée par la nécessaire réduction du déficit de la Sécurité sociale au nom du respect des critères de Maastricht afin de démontrer la capacité de la

France à dégager les sommes indispensables au remboursement de sa dette et au paiement des intérêts. Admettons-le, le mécanisme est bien huilé : d'un côté le capital procède à des licenciements réduisant ainsi la masse salariale et donc les recettes de la Sécurité sociale provoquant une aggravation de son déficit, et ensuite le même capital et ses défenseurs prennent appui sur ce déficit pour exiger la diminution des dépenses, ce qui signifie remise en cause des retraites et du droit à la santé (10). Notons également, qu'une fois en déficit, la Sécurité sociale doit emprunter sur les marchés financiers pour le plus grand bonheur de ses créanciers qui ont récemment perçu 1 milliard d'euros sous forme d'intérêts (*Les Échos* du 19 juin). La boucle est bouclée. Elle l'est définitivement, lorsque l'on constate que le capital profite de la menace du chômage pour imposer des conditions de travail de plus en plus difficiles à ceux qui ont conservé un emploi.

A ce sujet, *Le Monde* du 4 mars nous apprend que « la montée des bénéfices des firmes masquent la dégradation de la condition ouvrière. Dans les ateliers de montage des constructeurs ou des sous-traitants, là où la main d'œuvre est la plus nombreuse, les ouvriers sont usés à partir de 37-40 ans : dans un cycle de travail d'une minute, ils peuvent faire jusqu'à une quinzaine d'opérations mesurées en centièmes de seconde. Le temps utile, c'est-à-dire le temps productif de valeur, peut dépasser 85% sur certains postes de travail ». Cette volonté d'allonger le temps utile parce que producteur de valeur, prend aujourd'hui la forme d'une campagne contre le sous-travail, visant notamment à dénoncer l'absentéisme et les pauses dites excessives, une campagne menée par un sociologue d'entreprise, François Dupuy, avec le soutien de la presse patronale. (*Les Échos* des 20 mai et 21 juillet)

Licenciements, mise en chômage partiel, flexibilité du travail, réduction des salaires, travail gratuit, recul de l'âge de la retraite, augmentation de l'intensité du travail et aggravation de ses conditions, mise en place du RSA, véritable trappe à bas salaires, retour à la terre, travail le dimanche, statut de l'auto-entrepreneur, attaques contre les travailleurs immigrés, loi récente sur la mobilité des fonctionnaires qui ouvre la voie à leur possible licenciement, transformation des hôpitaux en entreprises avec la loi Bachelot, réduction du nombre de fonctionnaires, remise en cause du droit à l'instruction avec la suppression de dizaines de milliers de postes dans l'enseignement, telle est la liste, non exhaustive, des attaques du capital pour accroître ses profits et poursuivre ses activités spéculatives au prix d'une gigantesque régression sociale sciemment organisée par les gouvernements en place.

Réunion du G20 : Les banques mènent la danse

Début avril le sommet du G20 a donné lieu à une vaste campagne médiatique visant à nous présenter ses conclusions comme une arme de guerre contre le capitalisme financier. Une campagne dans laquelle Nicolas Sarkozy n'occupait pas le dernier rôle. On allait voir ce qu'on allait voir, les marchés financiers avaient intérêt à bien se tenir. Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour tirer un véritable bilan de ce sommet. Rapide revue de presse.

• *Le Monde* du 4 avril : « *Le G20 inquiétait les marchés financiers. Les chefs d'État allaient-ils casser le modèle capitaliste pour le rendre plus moral ? Pour les investisseurs, la réponse est non, et leur soulagement est immense.* »

• *Le Monde* du 5 avril : « *les investisseurs ont obtenu ce qu'ils voulaient, pas trop de régulation contraignante et un*

gigantesque plan de relance mondial de 1 100 milliards de dollars. »

• *Les Échos* du 3 avril : « *les marchés d'actions plébiscitent les conclusions du sommet* ».

• *Les Échos* du 10 avril : « *Cela s'explique par l'influence des banques américaines, qui mènent toujours la danse.* »

Une situation parfaitement résumée en ces termes par un financier cité dans *Le Monde* du 26 novembre 2008 : « *Quand le marché a saisi une proie, il ne la lâche pas et la pousse à faire ce qu'il souhaite.* » Il est vrai que les marchés financiers auraient tort de se gêner. Les gouvernements font appel à eux pour régler tous les problèmes et les mettent donc en situation pour imposer leurs conditions. Exemples : s'ils estiment que l'aide apportée aux banques est insuffisante, ils organisent la baisse des actions des banques, mettant en péril leur existence, ce qui oblige les États à augmenter leur aide. Si un État ne déploie pas à leurs yeux suffisamment d'efforts pour rembourser sa dette, les agences de notation dégradent sa note, (11) le marché exprime ainsi sa défiance et oblige les États à augmenter leur taux d'intérêt pour emprunter. Ou bien encore les marchés peuvent refuser de prêter de l'argent à un État. Enfin si un État ne mène pas la politique voulue par les marchés, les spéculateurs vendent la monnaie de ce pays, et provoquent sa dépréciation pour mettre l'État au pied du mur.

Dans toutes ces situations les États doivent prendre des mesures pour regagner la confiance des marchés, en démontrant leur capacité à dégager les ressources nécessaires au paiement de la dette. Exemples : pour réduire la dette future, réformer les retraites, ou bien réduire la dette immédiate en privatisant les services publics (12). Cette pression est telle, que le président de la BCE, Jean Claude Trichet, pourtant entièrement dévoué aux marchés financiers, a lui-même reconnu que « *les marchés manifestent des exigences inappropriées.* » (*Le Monde* du 3 février)

Ces exigences, les marchés financiers peuvent les exprimer pour une raison simple, ouvertement exprimée par le président de la Banque Centrale Américaine, Ben Bernanke : « *faire tout ce qui est nécessaire pour maintenir la confiance dans les marchés financiers non seulement aux USA, mais partout dans le monde.* » (*Les Échos* du 3 juin). En effet, dès lors que les gouvernements ont décidé de se situer sur le terrain des marchés financiers, leur logique s'est imposée au point que le journal financier *Les Échos* du 9 février est lui-même conduit à écrire que « *l'argent a afflué vers les responsables de la crise et non pas vers les victimes.* »

La crise du capitalisme financier est bien la crise du capitalisme

Mais ces mêmes gouvernements avaient pourtant promis de s'attaquer au capitalisme financier pour restaurer le véritable capitalisme industriel, producteur et non spéculatif. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Tout simplement parce qu'aujourd'hui, les forces financières, banques de toutes sortes, fonds de pension, fonds spéculatifs, compagnies d'assurance, dominant l'activité économique, contrôlent les grands groupes dits industriels et sont les premiers utilisateurs des paradis fiscaux par où transitent, en moyenne annuelle, 10 000 à 12 000 milliards de dollars (13) (*Le Monde* des 26 et 30 juin). Ce n'est pas tout : selon l'économiste américain Jeffrey Sachs, « *depuis 30 ans les marchés financiers dominant non seulement l'économie mais aussi l'échelon politique.* »

La crise n'est donc pas le produit de la folie de quelques financiers qui auraient diaboliquement utilisé les failles d'un

système profondément sain et rationnel. C'est le système lui-même qui est fou, un système dans lequel la richesse des uns, les propriétaires du capital financier, repose sur la pauvreté des autres, l'immense majorité de la population.

Aujourd'hui, la seule forme d'existence du capitalisme est le capitalisme financier (14) et la crise du capitalisme financier est bien la crise du capitalisme (15). Attaquer le capitalisme financier, cela nécessite donc d'attaquer le capitalisme en tant que tel. Or précisément, aucun gouvernement ne veut rompre avec le capitalisme et donc aucun gouvernement ne peut s'en prendre à sa forme d'existence actuelle. Comme le proclame Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, « combattre la crise est une priorité mais rien ne serait pire que de renier nos valeurs fondamentales. » (Les Échos du 24 mars). Par conséquent, les discours sur la moralisation et la régulation du capitalisme financier resteront lettre morte. Les politiques dites anti-crise, prenant appui sur les forces économiques qui ont conduit à la crise, ne peuvent que créer les conditions d'une nouvelle crise, plus grave encore. Pour ne prendre que cet exemple, aujourd'hui, tout en s'enrichissant grâce à la dette des États, les marchés financiers commencent à s'inquiéter de la capacité des États à rembourser cette dette.

Dans ces conditions, les seules forces sociales capables de domestiquer le capitalisme financier sont les forces sociales qui n'ont aucun intérêt au maintien du capitalisme, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs, des chômeurs et des jeunes. Ces forces sociales sont les seules capables de rompre avec le capitalisme lui-même afin de réorganiser l'économie sur des bases rationnelles, c'est-à-dire sur des bases permettant de satisfaire les besoins de la population. Cela signifie, rompre avec la propriété privée des grands moyens de production et donc exproprier le capital financier. Et pour cela, rompre, dès aujourd'hui, avec les traités européens et briser toute lien de collaboration avec les gouvernements qui utilisent ce qu'ils osent appeler le dialogue social pour intégrer les organisations syndicales à leur politique destructrice (16).

Albert Savani

1.- Michel Aglietta, Crise et rénovation de la finance, aux Éditions Odile Jacob

2.- Pour une présentation de l'analyse officielle de la crise, voir la revue *Documents et Débats* numéro de février 2009, publiée par la Banque de France.

3.- Les banques en faillite laissent une ardoise de plus de 1 milliard d'euros à la BCE. Elles avaient contracté des prêts auprès de la BCE mais les actifs laissés en garantie ne valent plus rien. (*Le Monde* du 27 février).

4.- Selon l'économiste américain Joseph Stiglitz, « certaines banques ont annoncé des bénéfices au premier trimestre, la plupart grâce à des tours de passe-passe comptables et à des gains sur les marchés financiers, c'est-à-dire en spéculant. » (*Les Échos* du 18 mai). Pour *Le Monde* du 18 juin : « une grande partie de ces gains provient d'opérations issues de la crise financière que le comportement des dites banques a contribué à alimenter. » Dans le même temps, selon *Le Monde* du 7 janvier : « la crise ne signifie pas la fin de l'imagination financière. Le premier fonds spéculatif consacré au marché du carbone devrait être lancé à la fin du mois à Londres. Il s'agit de jouer sur les différentes valeurs des titres existants sur le marché du carbone afin d'en tirer des bénéfices. » Et le 3 mai, *Le Monde* ajoute : « La finance relève la tête. A Paris, l'Autorité des marchés financiers voit de nouveau les banques lui demander d'agréer des produits financiers hautement complexes. »

5.- *Documents et Débats*. Banque de France, page 42.

6.- Selon *Les Échos* du 17 juin, les banques d'Europe de l'Ouest ont prêté 1 300 milliards d'euros aux pays de l'Est, et les pertes possibles s'élevaient à 300 milliards. Les aides aux banques ne sont donc pas

terminées et *Les Échos* du 24 avril écrivent : « Comment convaincre les opinions publiques qu'il faudra à minima doubler l'effort en faveur des banques. »

7.- L'UE a également exigé de la Grèce qu'elle s'attaque à ses dépenses publiques. Concernant la Roumanie, la Commission européenne a proposé son aide mais elle a invité le gouvernement roumain à signer au préalable, un accord avec le FMI qui exige une baisse des retraites et des salaires de la fonction publique. (*Le Monde* des 15 et 27 mars)

8.- Des restructurations subventionnées par l'État : concernant les patrons de l'automobile, *Les Échos* du 10 février évoquent « des milliards comme s'il en pleuvait ». Mais ces aides ont leurs limites et suscitent des inquiétudes chez les économistes de l'OCDE qui écrivent : « si l'on soutient l'automobile, pourquoi pas la construction et le bâtiment ? Où faut-il s'arrêter ? » (*Les Échos* du 4 mars) En effet, si l'État en vient à aider de plus en plus d'entreprises, les travailleurs pourraient en conclure que les entreprises privées ne pouvant survivre sans l'argent public, l'économie doit être organisée par l'État. Une inquiétude, qu'exprime également Laurence Parisot, responsable du MEDEF, quand elle déclare : « L'État doit aider quand c'est nécessaire mais ce n'est pas à lui de diriger les entreprises. » (*Le Monde* du 19 mars)

9.- Même chose en Allemagne où, selon *Les Échos* du 20 mai, la pauvreté s'étend à l'Ouest du pays.

10.- Selon *Les Échos* du 16 février, Sarkozy a confié au député UMP, Yves Bur, une mission de réflexion sur le financement de la Sécurité Sociale afin « de réformer son financement pour que nos entreprises soient plus compétitives. »

11.- En janvier, la note de l'Espagne a été diminuée en raison des faiblesses dites structurelles de son économie. (*Le Monde* du 21 janvier)

12.- Selon *Les Échos* du 29 mai, « ventes forcées, erreurs de facturation, la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz apporte son lot de mauvaises surprises pour les consommateurs. »

13.- Dans *Le Monde* du 27 mai, le nouveau président de l'Autorité des Marchés Financiers et ancien ministre des affaires européennes de Sarkozy, Jean Pierre Jouyet, déclare : « Une part très substantielle des marchés financiers n'est de fait pas réellement contrôlée ou opère en toute opacité. » Selon *Le Monde* du 9 mai, « les états financiers publiés par les banques n'inspirent plus confiance. » Enfin, selon Denis Kessler, grand patron du secteur de l'assurance, « dans une institution financière moderne, on ne voit plus rien dans le bilan. » (*Le Monde* du 5 avril) C'est ce qu'on appelle la transparence des marchés.

14.- A sa façon le journal financier *Les Échos* du 12 mai dresse le même constat. A propos des milliards donnés aux financiers et aux banquiers, il écrit : « Certains affirment que cela revient à redonner de la cocaïne à des drogués. La vérité est que la sphère financière est devenue à ce point prépondérante que même l'intérêt général est contraint de se plier à ses lois. »

15.- Contrairement à ce que prétend Sarkozy, qui tente de rassurer son monde, en déclarant : « la crise du capitalisme financier n'est pas la crise du capitalisme » (*Le Monde* du 15 février)

16.- A propos des réunions organisées en juin dernier par Sarkozy avec les directions syndicales, *Le Monde* du 26 juin écrit : « l'objectif est d'impliquer le plus possible les partenaires sociaux pour désamorcer les conflits de la rentrée. » Le 10 avril, déjà, *Les Échos* écrivaient : « l'exécutif cherche à associer les syndicats à la gestion de la crise. » Pour sa part, le journal *L'Humanité* du 27 juin organisait un débat sur la fonction publique. Dans la discussion, le dirigeant de la CGT Jean Marc Canon déclare : « la question des effectifs n'est pas pour nous un sujet tabou. » Réponse immédiate du député UMP Georges Tron, qui s'empresse de saisir la perche qui lui est généreusement tendue : « je relève que vous ne faites pas des effectifs une question tabou. » Question : comment peut-on lutter efficacement contre la politique de réduction du nombre de fonctionnaires menée par le gouvernement Sarkozy en commençant par dire que la question des effectifs n'est pas un sujet tabou ? N'est-ce pas ce type de discours qui conduit Alain Minc, conseiller de moins en moins officieux de Sarkozy, à déclarer : « j'ai une admiration sans bornes pour ce que fait Bernard Thibault à la tête de la CGT. » (*RTL*, le 8 mars).

La CGT doit défendre tous les travailleurs

Le 24 juin 2009 à midi une cinquantaine de membres du SO de la CGT expulsent *manu militari* les travailleurs sans papiers qui avaient trouvé refuge depuis 14 mois à l'annexe Eugène Varlin de la Bourse du travail de Paris. Coïncidence troublante et symbolique, cette opération a eu lieu le jour même où Brice Hortefeux prenait ses fonctions de ministre de l'Intérieur.

La Bourse du Travail de Paris est cogérée par la Mairie de gauche et les organisations syndicales. Excepté Solidaires, tout ce « beau » monde, soulagé par l'initiative de la CGT, a choisi de se taire afin de faire oublier son inaction dans la défense des travailleurs sans papiers.

Les sans papiers n'occupaient pas la Bourse du Travail comme des grévistes occupent leur entreprise, des locaux patronaux ou publics. Ils y avaient trouvé refuge. Quoi de plus logique que des locaux syndicaux servent – aussi – à protéger des travailleurs sans droits et harcelés par la police du capital, puisque cette dernière intervient même dans les églises.

Les sans papiers ne bloquaient pas l'activité syndicale, tout au plus ils gênaient le train-train de ces bureaucraties qui monopolisent l'usage des locaux syndicaux, bloquant ainsi la libre expression des syndiqués qui veulent redevenir maîtres chez eux. Enfin, à ceux qui restent modérés dans leur critique dans le but louable de ne pas nuire à la principale centrale syndicale nous demandons qui actuellement nuit le plus à la crédibilité de la CGT, sinon sa direction confédérale.

Il n'est pas question dans ces quelques lignes de traiter l'ensemble du problème de la lutte pour la régularisation des travailleurs sans papiers, mais force est de reconnaître que la direction de la CGT n'a jamais pris ce problème à bras le corps. Elle ne s'y est jamais totalement investie. Elle n'a jamais intégré cette lutte spécifique à l'action globale des travailleurs du pays. Ce sont des militants et des structures CGT qui l'ont fait. C'est l'attitude confédérale qui a épuisé les volontés et brisé le front unitaire qui s'était constitué. La

direction confédérale s'est comportée comme si elle avait passé un compromis avec le ministre de l'Immigration de l'époque, un certain... Brice Hortefeux : « *Vous faites un geste en régularisant un nombre significatif de sans papiers et nous nous chargeons de calmer le jeu.* »

Plus généralement, cet ignoble épisode où une direction syndicale agresse des travailleurs est une nouvelle illustration de la mutation de la CGT en syndicat d'accompagnement, de la pratique du « dialogue social »; bref un syndicat raisonnable et responsable. Cet épisode s'inscrit dans la stratégie de la CGT – accompagnée par les huit autres organisations signataires de la plate-forme du 5 janvier 2009 (1) – qui l'a conduit à tout faire pour que le rejet de la politique du Président et du MEDEF finisse par s'enliser dans l'échec de la manifestation du 13 juin et dans une certaine mesure dans le succès symbolique des listes présidentielles le 7 juin. Malgré la puissance des journées de grèves des 29 janvier et 19 mars, malgré la victoire de la grève générale en Guadeloupe, ces directions ont assumé le triste rôle de bouclier de Nicolas Sarkozy.

L'agression des travailleurs sans papiers atteste, sur le terrain de la solidarité ouvrière, que la CGT est rongée de l'intérieur. Cette situation est de plus en plus mal vécue par de nombreux militants et de nombreuses structures qui commencent à le faire savoir. C'est ce mouvement qu'il faut amplifier, coordonner et construire. Il s'agit tout simplement de la défense de la CGT. Cette défense passe par un rappel compréhensible par tout le monde : la lutte de la classe des travailleurs ne se découpe pas en tranches. On gagne tous ensemble ou bien on se fait battre séparément.

Émile Fabrol

Le 9 juillet 2009

1.- Lire notre analyse : <http://promcomm.wordpress.com/2009/01/17/ouvrir-la-voie-a-la-contre-offensive-ouvriere>

A nos Lectrices & Lecteurs

Les membres du Collectif Communiste Prométhée ont fait le point sur leur action. Pour ceux d'entre nous qui ont adhéré au NPA, il n'y avait aucune illusion sur sa nature. Il s'agissait d'un ensemble militant nouveau et potentiellement favorable à l'expression et à l'organisation des révolutionnaires compte tenu de l'arrivée de nouveaux militants pour la plupart jeunes ou syndicalistes. Notre appréciation initiale n'est pas remise en cause malgré un fonctionnement pour le moins opaque et des orientations politiques mal définies comme l'illustrent les variations de positions envers le PCF et le PG (pas sûr que le Front de gauche existe encore) en particulier concernant d'éventuelles alliances électorales.

Notre rôle n'est pas tant de faire la liste des manques politiques, mais de travailler à des propositions en vue de l'élaboration d'une stratégie politique réellement anticapitaliste. Nous partons de l'idée que le NPA ne peut pas être d'une part simplement un (ou le) parti des luttes et d'autre part s'occuper de politique exclusivement en période électorale, qui plus est en modifiant sa tactique d'une élection à l'autre. Nous devons nous attacher à montrer ce que signifie en pratique un parti révolutionnaire des travailleurs. C'est ainsi

que nous concevons notre participation à la construction du NPA.

L'axe de notre intervention dans les mois qui viennent peut se synthétiser ainsi : l'important ce n'est pas la préparation de la prochaine échéance électorale, l'important c'est la crise du capitalisme, l'important c'est l'action militante pour que les travailleurs soient en capacité d'y faire face. Au passage cette intervention n'est pas centrée exclusivement sur le NPA, elle s'adresse également à toutes les organisations (et militants) se réclamant du monde du travail.

Actuellement le NPA est présent dans toutes les luttes possibles, mais il n'est pas réellement présent sur le terrain politique. Pour notre part nous proposons la pratique du front unique sur des questions concrètes et vitales pour la classe des travailleurs. Autrement dit, il s'agit des questions qui éclairent la nature du capitalisme et qui permettent d'ouvrir des perspectives anticapitalistes (à savoir le socialisme). L'interdiction des licenciements est l'une de ces questions essentielles.

Cela est nécessaire mais pas suffisant. En ce qui nous concerne, la démarche politique d'un parti des travailleurs

signifie : s'opposer à toutes les contre-réformes conduites par Sarkozy; s'opposer à ses pseudo-négociations (autrement appelées « dialogue social ») dans lesquelles se vautrent les organisations syndicales; combattre pour que ces dernières refusent d'y participer. Enfin une telle démarche doit se traduire par ouvrir clairement la perspective d'un gouvernement des travailleurs, seul capable de faire payer la crise aux capitalistes. Entre le combat sur des questions concrètes et la perspective du socialisme il y a le combat pour le gouvernement ouvrier.

Le centre de gravité de notre intervention politique peut s'exprimer ainsi : défense et illustration de l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations politique ou syndicales. Cela peut se décliner sur les axes suivants :

- Que recouvre une orientation politique réellement anticapitaliste ?
- Quelle intervention des militants révolutionnaires dans les syndicats ?
- Quelle politique opposer aux évolutions du capitalisme et de l'impérialisme (parfois également appelées « mondialisation ») ?

Dans ce cadre, nous nous attacherons à mettre en lumière les contradictions du PS et de l'ensemble de la gauche de


gouvernement entre leur discours et leur gestion (ou plus exactement leur co-gestion) quand ils accèdent à des postes de responsabilités à quelque niveau que se soit de la Commune au Parlement européen, en passant par les Régions.

Nous nous plaçons dans la perspective de la constitution d'une tendance communiste dans le NPA. Cela passe par l'élaboration de ce que nous devons opposer à l'orientation actuelle de la direction du NPA. C'est une question préalable. D'autre part, dans l'immédiat, nous pensons qu'il n'est pas utile d'ajouter une « groupe » de plus ; mais que nous devons plutôt agir pour tenter de dépasser le trop plein actuel à la gauche du NPA. Si nous n'y parvenons pas, nous aviserons.

Le Collectif Communiste Prométhée édite un site internet [<http://promcomm.wordpress.com>] dans lequel il publie des prises de positions, des analyses et des propositions sous la forme de courtes déclarations ou de journal mensuel électronique. Enfin le Collectif Communiste Prométhée organise régulièrement des réunions sur des thèmes politiques précis.

Si ce chantier vous intéresse, laissez ici votre commentaire, demandez à recevoir notre journal ou contactez-nous à l'adresse suivante : promcomm@gmail.com.

Bobigny, le 24 juillet 2009

 <p>Directeur de la publication : Emile Fabrol ISSN : 1142-2254</p>	<p>Site Internet : http://promcomm.wordpress.com</p> <p>Prenez contact avec nous, Participez à nos activités : promcomm@gmail.com</p> <p><i>Date de bouclage : 31 juillet 2009</i></p>
--	--